

serait acceptable que sur une base militaire et sans aucune condition politique. Cela signifie que tout le dispositif d'agression restera le même après la cessation des hostilités, de sorte qu'ils pourront reprendre les armes dès qu'ils seront prêts. En outre, ils pourraient profiter de cette occasion pour déclarer l'existence d'un état de crise et pour préparer la mobilisation aux États-Unis, en Europe occidentale et au Japon et pousser ainsi les peuples des États-Unis, de l'Europe occidentale et du Japon vers l'abîme de la guerre. N'est-ce pas ce que MM. Truman, Acheson, Marshall et MacArthur font en ce moment? Quant à la prétendue proposition qui demande d'abord la cessation des hostilités, puis des négociations, sans tenir compte du fait que la proposition des douze pays n'a été adoptée ni par le Conseil de sécurité, ni par l'Assemblée générale des Nations Unies, et sans se préoccuper du point de savoir quels sont les pays qui devraient prendre part à la conférence chargée des négociations: même si l'accord s'était fait sur tous ces points, l'ordre du jour et l'objet des négociations pourraient encore donner lieu à des discussions interminables après la cessation des hostilités. Si la conférence proposée n'est pas une réunion du Conseil de sécurité dans sa composition légale, ni une conférence régulière des cinq Puissances, ou si elle n'émane pas de ces organismes, le Gouvernement des États-Unis pourrait toujours, en dernier ressort, faire fonctionner sa machine à voter. Par conséquent, le fait de discuter de la cessation des hostilités et d'entamer des négociations sans partir du principe que toutes les troupes étrangères doivent être retirées de Corée et que le peuple coréen doit régler lui-même ses affaires intérieures, constituerait un acte d'hypocrisie qui répondrait donc aux desseins du Gouvernement des États-Unis et ne pourrait, par conséquent, donner satisfaction au désir sincère des peuples pacifiques du monde entier. Un comité des trois,—la cessation des hostilités sur le champ de bataille,—des négociations de paix,—le déclenchement d'une grande offensive: cette formule du général Marshall est loin d'être inconnue du peuple chinois, puisqu'en 1946, le général Marshall s'en est servi à différentes reprises pour aider Tchiang Kai Chek durant toute une année, avant d'en être réduit à reconnaître son échec et à quitter le pays. Le peuple chinois, qui a appris cette leçon en 1946 et qui; par la suite, a remporté la victoire, retombera-t-il dans ce piège aujourd'hui? Non, le stratagème usé du général Marshall ne pourra pas servir à l'Organisation des Nations Unies.

"4. En outre, la question de la Corée n'est certainement pas le seul problème qui se pose actuellement. En même temps qu'il déclenchait les hostilités en Corée, le Gouvernement des États-Unis envoyait la Septième Flotte envahir le territoire chinois de Taïwan puis faisait bombarder la Chine du nord-est et tirer sur des navires marchands chinois, et étendait son agression en Asie orientale. Contre tous ces actes, le Gouvernement central du peuple de la République populaire de Chine a protesté à plusieurs reprises devant l'Organisation des Nations Unies. Mais sous la domination des États-Unis, la majorité à l'Organisation des Nations Unies, a non seulement défendu l'agression américaine contre la Corée et approuvé l'invasion et l'occupation de Taïwan par les États-Unis ainsi que le bombardement de la Chine du nord-est, mais encore elle a repoussé les trois propositions présentées par notre représentant en ce qui concerne la plainte accusant les États-Unis d'avoir commis une agression armée contre